



Déclaration de la CGT Educ'action au Conseil Supérieur de l'Éducation du 14 septembre 2023

Nouveau ministre, nouvelle année, nouveau CSE : de nombreux indicateurs en cette rentrée semblaient ouvrir la voie à un renouveau pour l'Éducation nationale. Force est de constater qu'au-delà des annonces tonitruantes d'un président omniprésent et de notre nouveau et très médiatique ministre de l'Éducation, cette rentrée scolaire comme les précédentes reste marquée du sceau de l'austérité, mais aussi de la poursuite de l'inflation et donc de l'accroissement des difficultés pour les plus défavorisé-es.

Pourtant, les déclarations en fin d'année laissaient entrevoir une lueur pour une amélioration des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels dans l'Éducation. Mais après quelques semaines de classe, il ne reste pas grand-chose de ces vaines promesses et déjà la réalité rattrape celles et ceux qui se sont laissé bernés. Le bilan en cette rentrée est déplorable pour les élèves et les personnels.

Manque de profs, effectifs pléthoriques dans les classes en raison des suppressions de postes, manque d'AESH pour un nombre toujours croissant d'élèves en situation de handicap notifié-es par la MDPH, manque de places dans les établissements avec des centaines d'élèves non affecté-es dû aux fermetures de classes et de filières, inflation des prix pour les fournitures scolaires qui pèsent sur les budgets des familles, conditions d'accueil et de travail insupportables dans des établissements inadaptés aux changements climatiques à cause des fortes chaleurs de ce début de septembre, la liste est longue des dysfonctionnements à l'Éducation nationale et s'allonge jour après jour.

Qu'à cela ne tienne : c'est la rentrée et les personnels sont repartis pour une année scolaire pendant laquelle ils et elles feront leur maximum pour mener à bon port les élèves qui leur sont confié-es. Le gouvernement sait pouvoir compter sur les personnels pour pallier les insuffisances de l'institution à moindre coût. Et il va pouvoir poursuivre la casse méthodique du service public de l'Éducation.

À l'image de ce que vit la population tout entière, en cette rentrée sociale, les salaires, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions ou des minimas sociaux restent une priorité et les personnels revendiquent bien une hausse générale des salaires et du point d'indice et non des primes comme en témoigne l'écrasant échec du Pacte. La réforme des retraites est dans tous les esprits, encore plus pour celles et ceux qui se voient rallonger leur vie professionnelle.

Alors que la France compte aujourd'hui le plus grand nombre de millionnaires en Europe, la pauvreté et la précarité affectent les plus fragiles. Les associations comme les Restos du cœur qui voient la liste de leurs bénéficiaires s'allonger en sont à devoir appeler à l'aide, elles-mêmes. Les inégalités s'accroissent et favorisent des discours et des attitudes toujours plus nauséabonds.

Depuis quelques années, l'ensemble des politiques menées renforce la fracture sociale au lieu de la réduire. Elles paupérisent et précarisent une partie toujours plus grande de la population. Aujourd'hui cette politique est amplifiée et accélérée par les différentes lois ou projets de loi qui non seulement creusent l'écart mais stigmatisent les plus démunis. L'idéologie politique est au service du capital bien plus qu'à celui de la population. Et cela est vrai pour l'école, premier lieu de sociabilisation de la jeunesse. Difficile de ne pas voir que la politique menée en matière d'emploi, de formation et d'éducation a pour seul et unique objectif de servir le patronat et ses intérêts en démantelant les services publics pour les verser au privé et en réduisant toujours plus les droits sociaux pour servir les intérêts du patronat. Cela se vérifie dans le cadre des mesures mises en œuvre dans les lycées professionnels qui vont satisfaire les besoins immédiats en main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci sans que jamais ne soient questionnées les conditions de travail ou la rémunération. La CGT continue de dénoncer cette réforme.

Nous récusons ce modèle social construit sur la rentabilité économique et demandons une meilleure répartition des richesses produites. Les moyens financiers nécessaires pour rétablir une société plus juste et plus égalitaire existent. C'est une volonté politique qui s'attaque réellement aux difficultés économiques et sociales et qui soit au service de la population qu'il nous faut. Ni l'autorité ni la répression ni les sanctions ne servent à rien pour redonner de la cohésion à notre société. Il faut commencer par redonner des moyens aux services publics (les hôpitaux, les écoles, la justice...), dont le premier rôle est de maintenir le lien social entre toutes et tous et sur l'ensemble du territoire et ainsi créer les conditions du vivre ensemble. C'est aussi permettre à chacun et chacune de parvenir à l'épanouissement dans la réalisation de son projet professionnel et personnel.